

## L'UN D'ENTRE EUX EST PASSÉ À LA TRAPPE LE 4 MAI DERNIER

## Les ministres candidats seront-ils reconduits ?

**Les ministres-candidats aux élections législatives du 4 mai dernier reprendront-ils leurs postes de ministre à la faveur de la constitution du nouveau gouvernement qui sera prochainement nommé ?**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Une reconduction ou un « remerciement » qui devront normalement prendre compte de la dure épreuve des urnes. Dans ce cas, la ministre déléguée chargée de l'Artisanat n'a pu décrocher de siège parlementaire dans sa wilaya de résidence, Tamanrasset. Parce que seconde sur la liste du FLN qui n'a obtenu qu'un siège sur les cinq en jeu, Tagabou a peut-être hypothéqué son avenir politique, avec comme première conséquence, sa plus que probable non-reconduction dans le prochain exécutif qui verrait le départ d'une bonne dizaine de ministres en poste. Il en sera peut-être de même pour le ministre des Moudjahidine qui, même en décrochant un siège de député à Oran, son pilotage de la liste du RND n'a pas été d'une plus-value pour son parti qui s'est contenté de seulement trois sièges, n'ayant rien pu faire devant le rouleau compresseur de son frère-enemi, le FLN, qui a décroché la bagatelle de 15 sièges sur les 18 mis en jeu dans la capitale de l'ouest du pays.

Pour le reste des ministres-candidats, et à se fier à la logique du verdict des urnes, ils seront normalement reconduits du fait qu'ils ont été d'un apport certain dans la victoire, le plus souvent écrasante, de leur parti, le FLN. C'est le cas,

notamment, de la ministre chargée des Relations avec le Parlement, Ghania Idalia, dont la liste de l'ex-parti unique qu'elle a pilotée à Blida a rafflé la mise en remportant 11 sièges. Le RND, qui avait misé sur un industriel fort connu, pourtant dans la capitale de la Mitidja, s'est contenté des deux sièges restants. Ou encore de Tahar Hadjar et de Abdelkader Ouali qui devraient reprendre

respectivement les portefeuilles de ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, des Ressources en eau et de l'Environnement, eux qui ont également damé le pion au RND à Tiaret et à Mostaganem en remportant cinq sièges contre seulement deux pour l'ennemi intime. Il en sera certainement de même pour Boudjema Talai qui, en remportant trois sièges à Annaba, reprendrait son poste de ministre des Transports et des Travaux publics.

M. K.



Aïcha Tagabou, ministre déléguée chargée de l'Artisanat.

Photo : DR

## LE MÉCONTENTEMENT GAGNE MÊME LES PARTIS DU POUVOIR

## Législatives : place aux recours

**Après l'annonce des résultats des législatives du 4 mai, place aux recours. Quasiment tous les partis ayant participé aux législatives ont annoncé leur intention de présenter des recours au Conseil constitutionnel une fois que celui-ci aura proclamé officiellement les résultats.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Hormis peut-être le Front de libération nationale (FLN), les partis politiques en lice aux législatives du 4 mai, y compris ceux proches du pouvoir, vont introduire des recours pour récupérer leurs sièges dont ils auraient été défavorisés. C'est le cas du Rassemblement national démocratique (RND) lequel, par la voix de son porte-parole, Seddik Chihab, annonce son intention d'introduire une dizaine de recours devant le Conseil constitutionnel, suite à des « anomalies » constatées lors du dépouillement.

Le Mouvement populaire algérien (MPA) a annoncé par la voix de son secrétaire général,

Amara Benyounès, qu'il introduira 18 recours auprès du Conseil constitutionnel, lui dont le parti s'attendait à « davantage » de sièges que les 13 dont il a été crédité. Le MPA réclame le siège d'Alger notant qu'il devait également obtenir au moins les 4 sièges de Mascara alors qu'il n'en a eu que 2 et qu'au moins les 2 sièges de la wilaya de Relizane devaient lui revenir, alors qu'il n'en a gagné qu'un seul. Aussi, « le siège revendiqué par le FLN dans la wilaya de Boumerdès est censé être le nôtre », a-t-il ajouté.

Pour le SG du MPA, l'objet des recours n'est pas forcément lié à la fraude, dès lors qu'il peut y avoir plusieurs raisons ayant motivé l'introduction de ces derniers.

Dans le camp des soutiens au programme du président de la République et patron de TAJ, Amar Ghoul, bien que satisfait des résultats — 19 sièges pour une première participation — a avoué sa déception de ne pas avoir fait mieux. Le parti n'a pas précisé s'il comptait introduire des recours. Dans le camp de l'opposition, c'est Louisa Hanoune qui paraît la plus déterminée à

arracher les sièges qu'on lui a tout bonnement « volés ». Au lendemain de l'annonce des résultats, M<sup>me</sup> Hanoune n'a pas pris de gants pour crier au « hold-up » électoral dont son parti a été la première victime. « La fraude a eu lieu à ciel ouvert et avec une arrogance extraordinaire », a tonné Hanoune dont le parti a été crédité de 11 sièges quand en 2012, il en a obtenu près d'une vingtaine. Elle a appelé à des élections partielles dans les wilayas où, selon elle, le bourrage des urnes a été massif et généralisé, à l'instar des wilayas d'Oran, Tipasa, Guelma, El-Oued, Batna et Annaba.

Le responsable communication du Front des forces socialistes (FFS) a également annoncé que les avocats étaient en train de préparer les recours afin de les présenter au Conseil constitutionnel, avec pour principal motif de recours les « voix non comptabilisées ». Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) devra également suivre. Nos tentatives de joindre le responsable de la communication n'ont pas abouti.

Y. D.

## GENÈVE

## Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU examine la situation en Algérie

**L'examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'Homme des Nations-Unies était consacré hier, à Genève, à la situation en Algérie. C'est, en fait, le troisième passage de notre pays, après ceux d'avril 2008 et mai 2012, devant les experts onusiens qui auront à passer au crible la situation des droits de l'Homme dans 13 autres pays.**

Un rituel auquel sont soumis tous les pays membres de l'ONU qui s'expliqueront de nouveau, comme c'était le cas, hier, de l'Algérie, dans le cadre de la 27<sup>e</sup> session du mécanisme d'examen par les pairs du Conseil des droits de l'Homme. Le regard de l'organisation onusienne sur l'état des droits de l'Homme en Algérie s'articule sur trois rapports. Il y a d'abord le rapport établi par notre pays et présenté par la délégation conduite par le ministre des Affaires étrangères, ensuite des rapports d'experts en matière de droits de l'Homme, d'organes créés au nom des traités internationaux des droits de l'Homme et d'autres organismes des Nations-Unies, et enfin des données récoltées auprès d'organisations nationales et régionales des droits de l'Homme et d'organisations de la société civile. Jusqu'en fin d'après-midi d'hier, lorsque la délégation

algérienne, conduite par Ramtane Lamamra, a eu à présenter ce que les autorités du pays ont accompli sur le plan de la promotion des droits de l'Homme depuis la dernière fois, il y a exactement cinq ans, que l'Algérie est passée devant le même Conseil onusien.

Des questions auxquelles l'Algérie devait répondre figurent l'harmonisation de la législation du pays avec les obligations internationales dans tout ce qui a trait aux libertés d'expression, de réunion et d'association, la protection des manifestants pacifiques, des journalistes et des défenseurs des droits de l'Homme contre l'intimidation, la persécution, la surveillance et l'usage excessif de la force, l'impunité, en particulier en ce qui concerne les disparitions forcées et les questions concernant le droit à la vérité, la justice et la sécurité sociale pour les victimes de disparitions forcées, la

lutte contre la discrimination fondée sur la religion, le sexe, l'origine nationale ou ethnique et l'orientation sexuelle, le renforcement des droits des femmes, la promotion et la protection de la langue et de la culture amazighes, et l'éradication des disparités régionales dans le développement, l'éducation, le logement et la santé.

Le rapport présenté par l'Algérie s'est attelé à retracer toutes les étapes accomplies depuis son second examen d'il y a cinq ans avec, comme on pouvait s'y attendre, une focalisation de l'argumentaire sur l'amendement de la Constitution qui a permis, entre autres avancées énumérées, la consécration et le renforcement du rôle de l'opposition parlementaire, le renforcement de l'indépendance de la justice, la création d'une instance supérieure indépendante pour la surveillance des élections, l'institution d'un Conseil national des droits de l'Homme, ainsi que d'autres principes fondamentaux garantis par la nouvelle Constitution.

Dans son exhaustif exposé, le chef de la diplomatie algérienne a fait également état des dispositions

matérialisées par des actes concrets pour la protection et le renforcement des droits de l'Homme. Des explications ont été aussi fournies sur des questions aussi précises et prêtant à des remarques aussi bien au pays qu'à l'étranger sur, par exemple, le droit à la manifestation dans les rues de la capitale. Une mesure prise « à titre d'exception » selon Lamamra qui a voulu expliquer que tant que les conditions à remplir pour le maintien de l'ordre et de la sécurité publiques n'étaient pas réunies, l'Etat ne peut se permettre d'autoriser les manifestations à Alger, et ce, contrairement aux autres villes du pays, ouvertes aux partis politiques et à la centaine de milliers d'organisations non gouvernementales.

Quant à la lutte antiterroriste, le ministre des Affaires étrangères a assuré que « l'Algérie poursuivra avec détermination sa lutte contre les groupes terroristes et leurs sponsors (...) ainsi que ceux qui, par des artifices douteux, tentent de légitimer leurs crimes ».

S'ensuivront les interventions des délégués des pays membres pour émettre des remarques et des recommandations qui, globa-

lement, n'ont pas manqué de relever les progrès enregistrés par l'Algérie, notamment après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution. Le tout en ne manquant pas d'émettre des recommandations, tel le représentant égyptien pour lequel des avancées sont encore à accomplir sur la question de la protection de l'enfant et de la femme, ou encore la représentante française qui, tout en se félicitant de l'adoption du texte de loi contre la violence faite aux femmes, souhaite que notre pays signe un moratoire sur la peine de mort dans la perspective de son abrogation.

Quant au délégué allemand, à l'instar de la Française d'ailleurs, a dit espérer voir l'Algérie lever les ambiguïtés constatées dans la loi relative aux associations. En tous les cas, le groupe de travail sur l'EPU passera à l'adoption des recommandations faites à l'Algérie jeudi en fin d'après-midi, puis ce sera au ministre des Affaires étrangères de faire état de la position des autorités algériennes sur les recommandations reçues lors de cet examen.

M. Azedine